

DECISION

STATUANT SUR UNE OPPOSITION

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ;

Vu le Code de la propriété intellectuelle et notamment ses articles L. 411-4, L. 411-5, L. 712-3 à L. 712-5, L. 712-7, L. 713-2, L. 713-3, R. 411-17, R. 712-13 à R. 712-18, R. 712-21, R. 712-26 et R. 718-2 à R. 718-4 ;

Vu l'arrêté du 24 avril 2008 modifié relatif aux redevances de procédure perçues par l'Institut national de la propriété industrielle.

Vu la décision modifiée n° 2014-142 bis du Directeur Général de l'Institut National de la Propriété Industrielle relative aux conditions de présentation et au contenu du dossier des demandes d'enregistrement de marques.

Vu la décision n° 2016-69 du Directeur Général de l'Institut National de la Propriété Industrielle relative aux modalités de la procédure d'opposition à enregistrement d'une marque.

I.- FAITS ET PROCEDURE

Madame Anne L a déposé, le 20 novembre 2019, la demande d'enregistrement n° 19 4 600 508 portant sur le signe complexe NOURIAN TRAITEUR LIBANAIS . GREC . ARMENIEN.

Ce signe est destiné à distinguer les services suivants : « *Services de restauration (alimentation) ; services de traiteurs* ».

Le 17 janvier 2020, la société NOURA HOLDING (société par actions simplifiée) a formé opposition à l'enregistrement de cette marque sur la base de la marque verbale française NOURA, déposée le 21 novembre 2003, enregistrée sous le numéro 3258490 et dûment renouvelée.

Cet enregistrement porte notamment sur les services suivants : « *Services de restauration (alimentation) ; services de traiteurs* ».

L'opposition a été notifiée à la déposante, par courrier du 22 janvier 2020, sous le n° 2020-0254. Cette notification l'invitait à présenter des observations en réponse à l'opposition au plus tard le 8 avril 2020.

Conformément à l'Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020, modifiée par l'Ordonnance n°2020-560 du 13 mai 2020, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et

à l'adaptation des procédures pendant cette même période, le délai pour répondre à l'opposition a été étendu jusqu'au 23 août 2020.

La titulaire de la demande d'enregistrement a présenté des observations en réponse à l'opposition.

Le 23 septembre 2020, l'Institut a adressé aux parties un projet de décision établi au vu de l'opposition et des observations en réponse.

Le 27 octobre 2020, la déposante a contesté le bien-fondé du projet de décision. Ses observations ont été transmises à la société opposante. A cet occasion, l'Institut a repoussé au 4 novembre 2020 la fin de la procédure écrite, afin de respecter le principe du contradictoire.

Le 4 novembre 2020, la société opposante a présenté des observations en réponse à la contestation du projet de décision.

II.- ARGUMENTS DES PARTIES

A.- L'OPPOSANTE

La société opposante fait valoir à l'appui de son opposition les arguments exposés ci-après.

Sur la comparaison des services

Les services de la demande d'enregistrement contestée sont identiques aux services invoqués de la marque antérieure.

Sur la comparaison des signes

La demande d'enregistrement contestée constitue l'imitation de la marque antérieure invoquée.

La société opposante invoque également l'interdépendance des critères qui doit être prise en considération dans l'appréciation du risque de confusion.

Suite au projet de décision, la société opposante conteste l'argumentation de la déposante et réitère ses arguments en ce qui concerne la comparaison des signes.

B.- LA TITULAIRE DE LA DEMANDE D'ENREGISTREMENT CONTESTÉE

Dans ses observations en réponse à l'opposition, la déposante conteste uniquement la comparaison des signes.

Suite au projet de décision, la déposante conteste la comparaison des signes, telle qu'effectuée par l'Institut.

III.- DECISION

Sur la comparaison des services

CONSIDERANT que l'opposition porte sur les services suivants : « *Services de restauration (alimentation) ; services de traiteurs* » ;

Que la marque antérieure a été enregistrée notamment pour les services suivants : « *Services de restauration (alimentation) ; services de traiteurs* ».

CONSIDERANT que les services de la demande d'enregistrement contestée apparaissent identiques aux services invoqués de la marque antérieure, ce qui n'est pas contesté par la déposante.

Sur la comparaison des signes

CONSIDERANT que la demande d'enregistrement contestée porte sur le signe complexe NOURIAN TRAITEUR LIBANAIS . GREC . ARMENIEN, ci-dessous reproduit :



Que ce signe a été déposé en couleurs ;

Que la marque antérieure porte sur la dénomination NOURA, ci-dessous reproduite :

NOURA

CONSIDERANT que la société opposante invoque l'imitation de la marque antérieure par le signe contesté.

CONSIDERANT que l'imitation nécessite la démonstration d'un risque de confusion entre les signes, lequel doit être apprécié globalement à partir de tous les facteurs pertinents du cas d'espèce ; que cette appréciation globale doit, en ce qui concerne la similitude visuelle, auditive ou conceptuelle des marques en cause, être fondée sur l'impression d'ensemble produite par les marques, en tenant compte notamment de leurs éléments distinctifs et dominants.

CONSIDERANT qu'il résulte d'une comparaison globale et objective des signes en cause que le signe contesté est constitué de cinq éléments verbaux, d'éléments graphiques et de couleurs ; que la marque antérieure est composée d'une dénomination unique ;

Que visuellement, les dénominations NOURIAN du signe contesté et NOURA constitutive de la marque antérieure sont de longueur proche (respectivement sept et cinq lettres) et ont cinq lettres en commun formant la longue séquence d'attaque NOUR- ainsi que la voyelle A située en position finale, ce qui leur confère une physionomie des plus proches ;

Que phonétiquement, contrairement à ce que soutient la déposante, ces dénominations se prononcent en deux temps, conformément aux règles de découpage syllabique et de prononciation applicables en langue française ;

Que ces dénominations ont par ailleurs en commun les sonorités d'attaque et centrales [nour] ainsi qu'une sonorité finale comportant le son ouvert [an]/[a], ce qui leur confère une prononciation des plus semblables ;

Que la seule différence entre ces dénominations tenant à la présence des lettres l et N au sein du signe contesté n'est pas de nature à écarter tout risque de confusion, contrairement aux assertions de la déposante, dès lors qu'elle est située en position finale de dénominations relativement longues et qu'elle laisse subsister la longue séquence commune NOUR/A, un rythme identique et des sonorités très proches ;

Que les signes diffèrent par ailleurs, par la présence des éléments verbaux TRAITEUR LIBANAIS . GREC . ARMENIEN, d'éléments figuratifs et de couleurs au sein du signe contesté ;

Que toutefois, la prise en compte des éléments distinctifs et dominants conduit à tempérer ces différences ;

Qu'en effet, les dénominations NOURIAN, du signe contesté, et NOURA, constitutive de la marque antérieure apparaissent parfaitement distinctives au regard des services en cause ;

Qu'à cet égard, la seule mention par la déposante de deux marques déposées en classe 43 et de deux noms de restaurants comportant la séquence NOUR ne peut suffire pour démontrer le caractère « usuel » de cette séquence dans le domaine de la restauration ; qu'en tout état de cause, la similitude des termes NOURIAN et NOURA ne résulte pas de la seule présence de la séquence NOUR mais, comme le souligne la société opposante, de la ressemblance d'ensemble de ces deux dénominations ;

Qu'en outre, au sein du signe contesté, la dénomination NOURIAN présente un caractère essentiel en ce qu'elle y est présentée en caractères de grande taille sur une ligne supérieure, les termes TRAITEUR LIBANAIS . GREC . ARMENIEN, étant inscrits sur des lignes inférieures en caractères de plus petite taille (dont certains sont à peine visibles) et apparaissant en outre dépourvus de caractère distinctif à l'égard des services visés dont ils désignent la nature et l'objet ;

Que de même, la présence d'un élément figuratif, représentant un fruit, et de couleurs n'est pas de nature à altérer le caractère essentiel et immédiatement perceptible de la dénomination NOURIAN, élément par lequel le consommateur désignera le signe contesté ;

Qu'enfin, la déposante invoque une différence conceptuelle entre les termes NOURIAN et NOURA qui auraient des significations particulières en langue arménienne et arabe, le premier se traduisant selon elle comme une « famille de la grenade » et le second faisant référence au verbe « illuminer » ; que toutefois, il est peu probable que le consommateur français de culture moyenne, auquel il convient seul de se référer, percevra de telles évocations, en ce que ces langues ne sont à l'évidence pas accessibles à ce dernier, dont la langue de référence est le français ;

Qu'en outre, l'élément figuratif revêtant un caractère accessoire et décoratif au sein du signe contesté ne permettra pas au consommateur français des services concernés d'en déduire la signification exacte du terme NOURIAN, contrairement à ce que soutient la déposante ;

Qu'il en résulte donc une impression d'ensemble commune entre ces deux signes dont il résulte un risque d'association dans l'esprit du public ;

Que ce risque est renforcé par la stricte identité des services en cause.

CONSIDERANT ainsi que le signe contesté constitue l'imitation de la marque antérieure ;

Qu'à cet égard, ne sauraient être retenues les décisions de justice citées par la déposante à l'appui de son argumentation ; qu'en effet les décisions invoquées sont fondées sur des circonstances de fait différentes de celles de la présente espèce ; qu'en outre, le bien-fondé d'une opposition doit uniquement

s'apprécier au cas par cas et selon les arguments soumis par chacune des parties, comme le rappelle la société opposante dans ses observations en réponse à la contestation du projet de décision ;

Que de plus, est inopérant l'argument tiré de l'absence de notoriété de la marque antérieure invoquée ; qu'en effet, la notoriété est un facteur aggravant mais nullement une condition nécessaire à l'existence d'un risque de confusion.

CONSIDERANT, en conséquence, qu'en raison de l'identité des services en cause et de l'imitation de la marque antérieure par le signe contesté, il existe un risque de confusion ou d'association sur l'origine de ces marques pour le consommateur concerné ;

Qu'ainsi, le signe complexe contesté NOURIAN TRAITEUR LIBANAIS . GREC . ARMENIEN ne peut pas être adopté comme marque pour désigner des services identiques sans porter atteinte aux droits antérieurs de la société opposante sur la marque verbale NOURA.

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1^{er} : L'opposition est reconnue justifiée.

Article 2 : La demande d'enregistrement est rejetée.

BE, *Juriste*

**Pour le Directeur général de
l'Institut national de la propriété industrielle**

**CA
*Responsable de pôle***